CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
- 5 -10- 1984
Transmis à M. ...
Overgemaakt aan de H. ...

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 26 septembre 1984, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant réorganisation du service des télécommunications de la police judiciaire près les parquets", a donné le 1er octobre 1984 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 26e september 1984 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie, verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende reorganisatie van de dienst telecommunicatie van de gerechtelijke politie bij de parketten", heeft de 1e oktober 1984 het volgend advies gegeven

OBSERVATION PREALABLE.

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat n'a pas eu la possibilité de procéder à l'examen de certaines incohérences, au moins apparentes, du texte en projet, notamment en ses articles 11 et 12, et, plus particulièrement, en ce qui concerne les procédures d'avancement qui y sont prévues. Ces incohérences paraissent dues à un assemblage insuffisamment coordonné de textes d'origines diverses.

Aussi bien, les textes en projet sont-ils appelés à être remplacés par un arrêté plus complet actuellement à l'examen de la section de législation (L. 15.962).

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

A l'alinéa 1er, il convient d'ajouter à la liste des lois modificatives de la loi du 7 avril 1919, celle du 2 décembre 1982.

A l'alinéa 2, il convient d'écrire : "modifié par les arrêtés royaux du 9 juillet 1951, du 23 septembre 1959, du 21 décembre 1962, du 18 août 1964, du 14 octobre 1966, du 2 décembre 1969, du 14 juin 1972, du 15 juin 1973, du 7 juillet 1976 et du 15 mars 1977;".

.../...

A l'alinéa 3, il convient d'écrire : "modifié par les arrêtés royaux du 12 juin 1964, du 18 août 1964, du 30 septembre 1964, du 19 mai 1965, du 25 mai 1967, du 2 décembre 1969, du 15 mars 1977 et du 16 mai 1980;".

L'alinéa 4 devrait être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 2 décembre 1969 relatif à certains grades nouveaux de la hiérarchie des officiers et agents judiciaires près les parquets et du personnel technique des laboratoires de police scientifique, modifié par l'arrêté royal du 26 mai 1971;".

Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que l'arrêté royal qui est visé à l'alinéa 5 et dont la date a été laissée en blanc, est un arrêté nouveau qui sera soumis à la signature du Roi en même temps que le projet présentement examiné. Cet arrêté se substituerait, semble-t-il, à l'arrêté royal du 6 mars 1984 fixant le cadre organique des officiers et agents judiciaires près les parquets, modifié par l'arrêté royal du 23 juillet 1984. Quoi qu'il en soit, il ne constituerait apparemment pas le fondement légal de l'arrêté en projet et sa mention ne serait pas nécessaire à la compréhension de celui-ci.

L'alinéa 5 devrait donc être omis.

.../...

DISPOSITIF.

Article 2.

L'alinéa 2 vise uniquement les membres du personnel cités à l'alinéa 1er, 1° et 2°, et non ceux qui sont visés au 3°. Selon le délégué du Ministre, les membres du personnel visés au 3° appartiennent au personnel administratif des parquets et le Code judiciaire leur est applicable.

La troisième phrase de l'alinéa 2 devrait former un alinéa 3, rédigé comme suit :

"Les membres du personnel visés à l'alinéa 1er, 1° et 2°, sont soumis au statut administratif et pécuniaire du personnel des laboratoires de police scientifique, sous réserve des dispositions du présent arrêté".

Article 5.

L'article serait rédigé d'une manière plus conforme à l'usage, dans les termes suivants :

"Article 5.-

Le chef du service des télécommunications est nommé par le Roi.

.../...

Les électrotechniciens sont nommés par le Ministre de la Justice".

Article 6.

La phrase introductive est inutilement compliquée. Elle serait mieux rédigée comme suit :

"Les candidats aux emplois visés à l'article 2, 1° et 2°, doivent satisfaire aux conditions générales suivantes : ...".

Le 7° a trait au stage.

Selon le délégué du Ministre, le stage doit durer un an. Cette précision doit être introduite dans le texte ainsi qu'il suit :

"7° avoir accompli avec succès un stage de un an".

.../...

Article 7.

Cette disposition serait mieux à sa place comme alinéa 2 de l'article 6, dans la rédaction suivante :

"Après avoir pris l'avis du Comité régulateur des polices judiciaires des parquets, le Ministre de la Justice se prononce, pour chaque candidat, sur la condition prévue au 2°.

Article 8 (devenant l'article 7).

Le texte suivant est proposé :

"Article 7.-

Le Ministre de la Justice détermine les conditions d'aptitude physique visées à l'article 6, alinéa 1er, 5°, et arrête les modalités de vérification de cette aptitude".

Articles 9 et 10 (devenant les articles 8 et 9).

On peut se demander, alors que l'arrêté en projet ne prévoit pas la constitution d'une réserve de recrutement dont la validité aurait une durée limitée, si la date retenue pour la fixation de l'âge maximum des candidats, savoir le moment où expire le délai d'inscription à l'examen de capacité visé à l'article 6, 3°, ne risque pas d'exposer l'autorité à devoir recruter des candidats qui, lors de leur nomination, auraient atteint un âge incompatible avec la nature des fonctions à exercer.

Article 11 (devenant l'article 10).

Il ressort des informations fournies au Conseil d'Etat que le procureur général visé au paragraphe 2 est le procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles. Le texte devrait le préciser.

.../...

La même observation vaut pour l'article 12 (devenant l'article 11), § 3.

Titre V.

Dans un souci de symétrie avec les autres titres, qui portent un intitulé, il est proposé d'assortir le titre V de l'intitulé suivant :

"Dispositions modificatives".

Article 13 (devenant l'article 12).

La phrase liminaire doit mentionner toutes les modifications subies par l'arrêté royal du 3 avril 1929.

La rédaction suivante, qui comporte des modifications de forme ne nécessitant aucun commentaire, est proposée pour l'ensemble de l'article :

"Article 12.-

A l'arrêté royal du 3 avril 1929 organique de la Sûreté publique, modifié par les arrêtés royaux du 9 juillet 1951, du 23 septembre 1959, du 21 décembre 1962, du 18 août 1964, du 14 octobre 1966, du 2 décembre 1969, du 14 juin 1972, du 15 juin 1973, du 7 juillet 1976 et du 15 mars 1977, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'article 2, le 6° du paragraphe 1er est remplacé par le texte suivant :

"6° la surveillance du service des télécommunications";

.../...

2° à l'article 6 :

a) en ce qui concerne la réprimande infligée par le procureur du Roi, l'alinéa 1er est complété comme suit : "aux électrotechniciens du service des télécommunications";

b) en ce qui concerne la réprimande infligée par le procureur général, à l'alinéa 1er, les mots "au chef du service des télécommunications" sont remplacés par les mots "au chef du service des télécommunications principal de première classe, chef du service des télécommunications principal ou chef du service des télécommunications";

3° à l'article 7, § 1er :

a) en ce qui concerne les peines disciplinaires infligées par le Ministre de la Justice, l'alinéa 2 est complété comme suit : "aux électrotechniciens du service des télécommunications";

b) en ce qui concerne les peines disciplinaires infligées par le Roi, à l'alinéa 2, les mots "au chef du service des télécommunications" sont remplacés par les mots "au chef du service des télécommunications principal de première classe, chef du service des télécommunications principal ou chef du service des télécommunications";

4° à l'article 8, § 1er, le dernier alinéa est complété comme suit : "ou électrotechnicien du service des télécommunications".

Article 15 (devenant l'article 14).

Il faut écrire : "L'arrêté royal du 14 juin 1972 instituant au sein ..., modifié par l'arrêté royal du 28 juillet 1981, est abrogé".

VOORAFGAANDE OPMERKING.

De Raad van State heeft binnen de korte tijd waarover hij heeft beschikt, geen nader onderzoek kunnen wijden aan een aantal althans schijnbare incoherenties in de ontwerp-tekst onder meer in de artikelen 11 en 12, en meer bepaald waar het gaat om de bevorderingsprocedures waarin deze voorzien.

Die incoherenties lijken te wijten te zijn aan een eerder ongeordend samenbrengen van teksten van diverse oorsprong.

De ontworpen teksten zullen overigens worden vervangen door een volledige besluit dat momenteel door de afdeling wetgeving wordt onderzocht (L. 15.962).

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

In het eerste lid behoort de wet van 2 december 1982 te worden toegevoegd aan de opsomming van de wetten die de wet van 7 april 1919 hebben gewijzigd.

In het tweede lid schrijve men : "gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 juli 1951, 23 september 1959, 21 december 1962, 18 augustus 1964, 14 oktober 1966, 2 december 1969, 14 juni 1972, 15 juni 1973, 7 juli 1976 en 15 maart 1977;".

.../...

In het derde lid dient te worden geschreven : "gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 juni 1964, 18 augustus 1964, 30 september 1964, 19 mei 1965, 25 mei 1967, 2 december 1969, 15 maart 1977 en 16 mei 1980;".

Het vierde lid zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"Gelet op het koninklijk besluit van 2 december 1969 betreffende bepaalde nieuwe graden in de hiërarchie van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten en van het technisch personeel van de laboratoria voor wetenschappelijke politie, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 mei 1971;".

Uit aan de Raad van State gegeven aanwijzingen blijkt dat het koninklijk besluit waarnaar in het vijfde lid wordt verwezen en waarvan de datum opengelaten is, een nieuw besluit is dat tegelijk met het thans onderzochte ontwerp aan de Koning ter ondertekening zal worden voorgelegd. Dat besluit zou naar het schijnt in de plaats komen van het koninklijk besluit van 6 maart 1984 tot vaststelling van de personeelsformatie der gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 juli 1984. Hoe dan ook, het zou kennelijk niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen en de vermelding ervan zou niet onmisbaar zijn voor een goed begrip daarvan.

Het vijfde lid zou dus moeten vervallen.

.../...

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 2.

Het tweede lid beoogt uitsluitend de in het eerste lid, 1° en 2°, vermelde personeelsleden, en niet die welke in 3° zijn genoemd. Volgens de gemachtigde van de Minister maken de in 3° genoemde personeelsleden deel uit van het administratief personeel van de parketten en is het Gerechtelijk Wetboek op hen van toepassing.

De derde volzin van het tweede lid zou een aldus geredigeerd derde lid moeten vormen :

"Onder voorbehoud van de bepalingen van dit besluit zijn het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het personeel van de laboratoria voor wetenschappelijke politie, van toepassing op de in het eerste lid, 1° en 2°,genoemde personeelsleden".

Artikel 5.

Het artikel zou, meer in overeenstemming met wat gebruikelijk is, in de volgende bewoordingen kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 5.-

Het hoofd van de dienst telecommunicatie wordt benoemd door de Koning.

De elektrotechnici worden benoemd door de Minister van Justitie".

.../...

Artikel 6.

De volzin die het artikel inleidt is nodeloos ingewikkeld. Hij zou beter worden gesteld als volgt :

"De gegadigden voor de in artikel 2, 1° en 2°, bedoelde betrekkingen moeten voldoen aan de volgende algemene vereisten : ... ".

De tekst onder 7° heeft betrekking op de proeftijd.

Volgens de gemachtigde van de Minister moet de proeftijd een jaar duren. Die nadere bepaling zou in de tekst moeten worden opgenomen als volgt :

"7° met goed gevolg een proeftijd van een jaar hebben doorgemaakt".

Artikel 7.

De bepaling hoort eerder bij artikel 6 en zou, als tweede lid ervan, kunnen worden gesteld als volgt :

"De Minister van Justitie beslist voor iedere gegadigde of hij aan het in 2° gestelde vereiste voldoet, na daaromtrent het advies van het Regelingscomité van de gerechtelijke politie te hebben ingewonnen".

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

.../...

"Artikel 7.-

De Minister van Justitie bepaalt de in artikel 6, eerste lid, 5°, bedoelde vereisten inzake lichamelijke geschiktheid en stelt de wijze vast waarop die lichamelijke geschiktheid wordt nagegaan".

Artikelen 9 en 10 (die de artikelen 8 en 9 worden).

Vermits het ontworpen besluit niet voorziet in de samenstelling van een wervingsreserve met een beperkte geldigheidsduur, kan men zich afvragen of de datum die voor het bepalen van de grensleeftijd in aanmerking wordt genomen, te weten het ogenblik waarop de inschrijvingstermijn voor het in artikel 6, 3°, bedoelde bekwaamheidsexamen verstrijkt, niet tot gevolg kan hebben dat de overheid gegadigden zal moeten in dienst nemen, die bij hun benoeming een leeftijd hebben bereikt welke niet strookt met de aard van het te vervullen ambt.

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt).

Uit de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen blijkt dat de in paragraaf 2 bedoelde procureur-generaal, de procureur-generaal bij het Hof van Beroep te Brussel is. De tekst zou dat moeten preciseren.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 12 (dat artikel 11 wordt), § 3.

Titel V.

Ter wille van de symmetrie met de andere titels, welke alle een opschrift dragen, wordt voorgesteld aan titel V het volgende opschrift te geven :

Artikel 13 (dat artikel 12 wordt).

De inleidende volzin moet melding maken van alle wijzigingen die het koninklijk besluit van 3 april 1929 heeft ondergaan.

Voor het geheel van het artikel wordt de volgende redactie voorgesteld, welke alleen vormwijzigingen inhoudt die geen commentaar behoeven :

"Artikel 12.-

In het koninklijk besluit van 3 april 1929 houdende inrichting van de Openbare Veiligheid, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 juli 1951, 23 september 1959, 21 december 1962, 18 augustus 1964, 14 oktober 1966, 2 december 1969, 14 juni 1972, 15 juni 1973, 7 juli 1976 en 15 maart 1977, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in artikel 2 wordt de tekst onder 6° van paragraaf 1 vervangen door de volgende tekst :

"6° het toezicht op de dienst telecommunicatie";

2° in artikel 6 :

a) wat betreft de berisping opgelegd door de procureur des Konings, wordt het eerste lid aangevuld als volgt : "aan de elektrotechnici van de dienst telecommunicatie";

b) wat betreft de berisping opgelegd door de procureur generaal, worden in het eerste lid de woorden "aan het hoofd van de dienst telecommunicatie" vervangen door de woorden "aan het eerstaanwezend hoofd eerste klasse van de dienst telecommunicatie, eerstaanwezend hoofd van de dienst telecommunicatie of hoofd van de dienst telecommunicatie";

.../...

3° in artikel 7, § 1 :

a) wat betreft de tuchtstraffen opgelegd door de Minister van Justitie, wordt het tweede lid aangevuld als volgt : "aan de elektrotechnici van de dienst telecommunicatie";

b) wat betreft de tuchtstraffen opgelegd door de Koning, worden in het tweede lid de woorden "aan het hoofd van de dienst telecommunicatie" vervangen door de woorden "aan het eerstaanwezend hoofd eerste klasse van de dienst telecommunicatie, eerstaanwezend hoofd van de dienst telecommunicatie of hoofd van de dienst telecommunicatie";

4° in artikel 5, § 1, wordt het laatste lid aangevuld als volgt : "of elektrotechnicus van de dienst telecommunicatie".

Artikel 15 (dat artikel 14 wordt).

Er moet worden geschreven : "Het koninklijk besluit van 14 juni 1972 tot instelling van ..., gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 juli 1981, wordt opgeheven".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.
Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.
Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.